

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 76.695 du 28 octobre 1998

A.76.162/VI-14.281

En cause : **la Société Coopérative
l'ECONOMIE POPULAIRE,**
ayant élu domicile chez
Me Claire RION, avocat,
avenue de la Gare 129 c
6840 Neufchâteau,

contre :

l'Etat belge, représenté par

1. le Ministre de la Santé publique,
2. le Vice-Premier Ministre et
Ministre du Budget,
ayant élu domicile chez
Me Jean-Louis JASPAR, avocat,
rue Saint-Bernard 98
1060 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 octobre 1997 par la
S.C. l'Economie populaire qui demande l'annulation de
l'arrêté royal du 8 août 1997 modifiant la loi du 25 mars
1964 sur les médicaments en application de l'article 3, §
1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les
conditions budgétaires de la participation de la Belgique
à l'Union économique et monétaire européenne;

Vu le mémoire en réponse;

Vu le rapport de M. PAUL, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 14bis, § 1^{er}, du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1998 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 5 octobre 1998 à 10.00 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. CLOSSET, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me GERARD, loco Me RION, avocat, comparaissant pour la partie requérante et Me SALHADIN, loco Me JASPAR, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, premier auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose, en son alinéa 2 que lorsque la partie requérante ne respecte pas les délais prévus pour l'envoi du mémoire en réplique ou du mémoire ampliatif, il est statué sur l'affaire, les parties entendues ou dûment appelées et sur l'avis de l'auditeur, en constatant l'absence de l'intérêt requis;

Considérant que le mémoire en réponse de la partie adverse a été notifié à la partie requérante le 25 février 1998; que mention de l'article 21, alinéa 2, précité a été faite lors de l'envoi à cette lettre à la partie requé-

rante, conformément à l'article 14bis, § 2, du règlement général de procédure;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai réglementaire de soixante jours; qu'il y a dès lors lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-huit octobre 1900 nonante-huit par :

M. CLOSSET,	président de chambre,
M ^{me} NOTEBAERT,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

Chr. NOTEBAERT.

Ch.-L. CLOSSET.